



Des groupes de défense des droits pressent les maires des capitales du monde de boycotter le sommet d'Arabie saoudite

Description

Ce sommet, qui est une partie du G20, se tiendra lors du deuxième anniversaire de l'assassinat de Jamal Khashoggi

Par MEE, 21 septembre 2020

Une coalition mondiale de groupes de défense des droits humains appelle les maires de certaines des plus grandes villes du monde à boycotter un sommet du G20 organisé en Arabie saoudite.

Le sommet Urban 20 (U20) de Riyad se tient dans le cadre de la présidence du G20 par le royaume cette année. Parmi les invités figurent le maire de Londres, Sadiq Khan, le maire de Berlin, Michael Muller, le New-Yorkais Bill de Blasio et la Parisienne Anne Hidalgo, ainsi que les maires de Los Angeles et de Madrid.

Le U20 se tient au moment du deuxième anniversaire de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, qui a été tué à l'intérieur du consulat saoudien d'Istanbul en octobre 2018.

Pour la coalition, l'Arabie Saoudite, « en tant que monarchie absolue dénuée de toute forme de représentation démocratique significative, a une longue tradition consistant à faire taire les voix mâmes qui sont nécessaires à une discussion significative à l'échelle mondiale ».

« La brutalité de l'Arabie saoudite ne fait que s'intensifier depuis que Mohammed ben Salman est devenu prince héritier en 2017 », peut-on lire dans la lettre.

La coalition appelle également le royaume à prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux violations des droits humains, dont la poursuite d'une véritable justice dans le cas de Khashoggi et la libération des militants emprisonnés.

Riyad a récemment annulé cinq condamnations à mort prononcées précédemment contre les assassins de Khashoggi, dans un jugement final qui a condamné huit accusés à des peines allant de sept à vingt ans de prison.

Aucun des accusés n'a été nommé et la décision finale du tribunal a déclenché un tollé international, la rapporteure spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, et la fiancée de Khashoggi ayant condamné la décision.

« Les droits humains et les normes de la société civile sont menacés dans le monde entier », peut-on lire dans la lettre.

« Les obligations du G20 ont l'obligation de veiller à ce que les réunions du G20 ne soient pas utilisées par les gouvernements hâtes pour masquer ou cacher leurs propres pratiques répressives et destructrices pour l'environnement », est-il déclaré.

Parmi les parties invitées au sommet, la Parisienne Hidalgo a approuvé l'octroi de la citoyenneté d'honneur à Louijan al-Hathloul, une militante des droits des femmes actuellement emprisonnée en Arabie Saoudite ; le New-Yorkais De Blasio a décrié la guerre saoudienne au Yémen comme brutale et immorale ; et le Londonien Khan a demandé l'arrêt des salons de l'armement dans sa ville.

Parmi les signataires de la lettre figurent Action Corps, CodePink, Freedom Forward, le groupe de défense des droits de la région MENA (Middle East and North Africa à Moyen Orient et Afrique du Nord) basé à Genève, Just Foreign Policy et l'ALQST (organisation de défense des droits humains en Arabie saoudite) basée à Londres.

Le G20, lancé en 2017, est un sommet annuel de maires, qui fait officiellement partie du G20. Cette année, le sommet débutera à Riyad le 30 septembre et durera trois jours.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [MEE](#)

date créée
2020/09/23